legal
CA1
EA10
94T33
EXF
TREATIES
TRAITÉS

CANADA

TREATY SERIES **1994/33** RECUEIL DES TRAITÉS

PÊCHE

Accord entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement de la **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** relatif au développement de la coopération régionale entre les Provinces atlantiques canadiennes et la collectivité territoriale française de Saint-Pierre et Miquelon

Paris, le 2 décembre 1994

En vigueur le 2 décembre 1994

FISHERIES

Agreement between the Government of **CANADA** and the Government of the **REPUBLIC OF FRANCE** Relating to the Development of Regional Cooperation between the Canadian Atlantic Provinces and the French Territorial Collectivity of St. Pierre and Miquelon

Paris, December 2, 1994

In force December 2, 1994

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

DEC 1 1997

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

CANADA

TREATY SERIES **1994/33** RECUEIL DES TRAITÉS

PÊCHE

Accord entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement de la **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** relatif au développement de la coopération régionale entre les Provinces atlantiques canadiennes et la collectivité territoriale française de Saint-Pierre et Miquelon

Paris, le 2 décembre 1994

En vigueur le 2 décembre 1994

FISHERIES

Agreement between the Government of **CANADA** and the Government of the **REPUBLIC OF FRANCE** Relating to the Development of Regional Cooperation between the Canadian Atlantic Provinces and the French Territorial Collectivity of St. Pierre and Miquelon

Paris, December 2, 1994

In force December 2, 1994

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA
IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1996

43 275 846 / 43 275 847
b 2747564 / b 2747571

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE RELATIF AU DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE ENTRE LES PROVINCES ATLANTIQUES CANADIENNES ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE FRANÇAISE DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Française, ci-après dénommés les Parties,

Déterminés à développer des relations de bon voisinage entre les Provinces atlantiques canadiennes et la collectivité territoriale française de Saint-Pierre et Miquelon et à prendre en compte les intérêts communs de leurs populations,

Désireux, dans cette perspective, de renforcer les liens existants entre elles et de développer une coopération régionale diversifiée entre ces Provinces et la collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon,

Ayant à l'esprit l'invitation faite par le gouvernement fédéral du Canada aux Provinces atlantiques canadiennes à contribuer à cette coopération dans les domaines relevant de leur compétence.

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1ER

Les Parties organisent et approfondissent par toutes mesures appropriées et dans les limites de leurs compétences respectives leur coopération dans les domaines déterminés par le présent Accord.

ARTICLE 2

Les questions relatives aux relations de pêche entre le Canada et la France font l'objet d'un Procès-verbal conclu en application de l'Accord du 27 mars 1972.

ARTICLE 3

1. Les Parties collaborent pour assurer la préservation et la valorisation du milieu naturel. Elles étudient en particulier les mesures de nature à favoriser la protection de la faune et de la flore.

2. Les Parties conviennent de collaborer afin d'étudier le milieu marin et ses perspectives, de développer la coopération scientifique dans ce domaine et d'examiner des actions communes possibles dans le domaine de l'aquaculture.

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FRANCE RELATING TO THE DEVELOPMENT OF REGIONAL COOPERATION BETWEEN THE CANADIAN ATLANTIC PROVINCES AND THE FRENCH TERRITORIAL COLLECTIVITY OF ST. PIERRE AND MIQUELON

The Government of Canada and the Government of the Republic of France, hereinafter referred to as the Parties,

Determined to develop neighbourly relations between the Canadian Atlantic Provinces and the French territorial collectivity of St. Pierre and Miquelon to take into account the common interests of their people,

Desiring, to that end, to strengthen the existing ties between them and to develop diversified regional cooperation between those Provinces and the territorial collectivity of St. Pierre and Miquelon,

Bearing in mind the invitation extended by the federal Government of Canada to the Canadian Atlantic Provinces to contribute to this cooperation in areas within their jurisdiction,

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

The Parties shall take all appropriate measures, within the limits of their respective jurisdictions, to organize and expand cooperation between them in the areas determined by this Agreement.

ARTICLE 2

The issues relating to fisheries relations between Canada and France shall be the subject of a Procès-Verbal entered into pursuant to the Agreement of March 27, 1972.

ARTICLE 3

1. The Parties shall collaborate to preserve and develop the natural environment. In particular, they shall study measures that will promote protection of plant and animal life.

2. The Parties agree to collaborate in studying the marine environment and its future prospects, developing scientific cooperation in this field and examining possible joint activities in the field of aquaculture.

ARTICLE 4

Les Parties favorisent le développement d'initiatives communes pour la promotion du tourisme dans les Provinces atlantiques canadiennes et à Saint-Pierre et Miquelon, notamment par l'organisation de circuits touristiques communs et la diffusion de l'information par leurs organismes de promotion touristique respectifs.

ARTICLE 5

Les Parties, désireuses de faciliter la circulation des personnes et des biens, s'engagent à rechercher les moyens susceptibles d'améliorer les liaisons maritimes et aériennes entre le Canada et Saint-Pierre et Miquelon.

ARTICLE 6

Les Parties favorisent le développement des échanges commerciaux entre les Provinces atlantiques canadiennes et Saint-Pierre et Miquelon. A cette fin, elles prennent les mesures permettant une meilleure diffusion des informations relatives aux activités et aux opérateurs économiques, conformément à leur législation respective concernant l'accès du public à ces informations.

ARTICLE 7

Les Parties développent leur coopération en matière de police, notamment pour réprimer les trafics illicites.

ARTICLE 8

Les Parties incitent au développement des relations culturelles entre les Provinces atlantiques canadiennes et Saint-Pierre et Miquelon, notamment dans le domaine de la diffusion des produits culturels et de l'artisanat.

ARTICLE 9

Les Parties favorisent le développement de leur coopération dans le domaine des communications, notamment en matière de radio et de télédiffusion.

ARTICLE 10

Les Parties encouragent le développement du sport et la coopération dans ce secteur.

ARTICLE 4

The Parties shall promote the development of joint tourism initiatives in the Canadian Atlantic Provinces and in St. Pierre and Miquelon, in particular by organizing joint tours and distributing information through their respective tourism promotion agencies.

ARTICLE 5

Desiring to facilitate the movement of persons and goods, the Parties shall undertake to seek methods that will improve sea and air links between Canada and St. Pierre and Miquelon.

ARTICLE 6

The Parties shall promote the development of trade between the Canadian Atlantic Provinces and St. Pierre and Miquelon. To that end, they shall take such measures as will result in better distribution of information relating to economic activities and operators, in accordance with their respective legislation concerning public access to this information.

ARTICLE 7

The Parties shall develop their cooperation in the area of law enforcement, in particular to suppress illicit traffic.

ARTICLE 8

The Parties shall encourage the development of cultural relations between the Canadian Atlantic Provinces and St. Pierre and Miquelon, in particular in the area of the distribution of cultural products and crafts.

ARTICLE 9

The Parties shall promote the development of cooperation in the area of communications, particularly as regards radio and television broadcasting.

ARTICLE 10

The Parties shall encourage the development of sports and cooperation in that field.

ARTICLE 11

Les Parties encouragent le développement de leur coopération en matière de formation et d'échanges de personnels enseignants et administratifs, ainsi qu'en matière d'animation et de recherche pédagogique. Elles favorisent notamment les échanges entre les institutions intéressées à de telles actions dans les Provinces atlantiques canadiennes et l'Institut de langue française de Saint-Pierre et Miquelon (Franco-Forum).

ARTICLE 12

Les Parties favorisent la coopération dans les domaines médical, hospitalier et sanitaire, notamment à l'occasion d'évacuations sanitaires.

ARTICLE 13

Les Parties s'efforcent de développer leur coopération en matière agricole, notamment en créant les conditions de réactivation de la quarantaine située à Miquelon.

ARTICLE 14

1. Les Parties créent une Commission mixte de coopération et en désignent les membres, selon des modalités qui leur sont propres.

2. La Commission veille à la mise en oeuvre du présent Accord. Elle étudie les modalités de la coopération entre les Parties, elle examine les projets de nature à renforcer cette coopération et les moyens appropriés à sa mise en oeuvre. Elle institue des groupes de travail associant l'ensemble des partenaires intéressés dans les domaines spécifiquement visés par le présent Accord. Les questions relatives à la pêche sont examinées par le Conseil Consultatif créé à l'article II du Procès-verbal mentionné à l'article 2 du présent Accord.

ARTICLE 15

1. La Commission mixte se réunit alternativement dans les Provinces atlantiques canadiennes et à Saint-Pierre et Miquelon une fois par an.

2. La Présidence est assurée par la Partie qui accueille la réunion.

ARTICLE 16

La Commission mixte peut proposer aux Parties des modifications du présent Accord en vue notamment d'étendre leur coopération à d'autres domaines. Ces modifications font l'objet d'un accord entre les Parties.

ARTICLE 11

The Parties shall encourage the development of their cooperation in the area of training and the exchange of teaching and administrative personnel as well as in the area of pedagogical animation and research. They shall promote in particular exchanges between institutions in the Canadian Atlantic Provinces with an interest in such activities and the Institut de Langue Française de Saint-Pierre et Miquelon (Franco-Forum).

ARTICLE 12

The Parties shall encourage cooperation in the medical, hospital and sanitary fields, particularly in the event of medical evacuations.

ARTICLE 13

The Parties shall seek to develop their cooperation in the area of agriculture, in particular by creating the conditions necessary for the reactivation of the quarantine located in Miquelon.

ARTICLE 14

1. The Parties shall create a Joint Cooperation Commission of which they shall appoint the members, according to their own procedures.

2. The Commission shall oversee the implementation of this Agreement. It shall study the means of cooperation between the Parties, projects designed to strengthen that cooperation and the appropriate methods of implementing it. It shall establish working groups bringing together all partners with an interest in the fields specifically contemplated by this Agreement. Issues relating to fisheries shall be examined by the Advisory Committee created by Article II of the Procès-Verbal referred to in Article 2 of this Agreement.

ARTICLE 15

1. The Joint Commission shall meet once a year, alternately in the Canadian Atlantic Provinces and in St. Pierre and Miquelon.

2. The Party who hosts the meeting shall chair it.

ARTICLE 17

1. Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature.

2. Chaque Partie peut à tout moment dénoncer par écrit le présent Accord. La dénonciation prend effet cent quatre-vingt jours à compter de la date de sa notification à l'autre Partie.

Fait à Paris, le 2 décembre 1994, en deux exemplaires, chacun en langue française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Canada

Jean Chrétien

Pour le Gouvernement de la République Française

Edward Balladur

ARTICLE 16

The Joint Commission may propose changes to this Agreement to the Parties, in particular for the purpose of expanding their cooperation to other fields. These changes shall be the subject of an agreement between the Parties.

ARTICLE 17

1. This Agreement shall enter into force on the date it is signed.

2. Each Party may at any time denounce this Agreement by giving a written notice to that effect. Denunciation shall take effect one hundred eighty days after the date on which the other Party is notified thereof.

Done in two copies at Paris on this 2nd day of December 1994, in the English and French languages, each version being equally authentic.

For the Government of Canada
Jean Chrétien

Jean Chrétien

For the Government of the Republic of France
Edward Balladur

Edouard Balladur

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20093182 5

© Minister of Supply and Services Canada 1996

Available in Canada through
your local bookseller
or by mail from
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9
Catalogue No. E3-1994/33
ISBN 0-660-59985-6

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1996

En vente au Canada chez
votre libraire local
ou par la poste auprès du
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa (Canada) K1A 0S9
N° de catalogue E3-1994/33
ISBN 0-660-59985-6

LEGAL
CA1 EA10 94T33 EXF
Canada
Peche : accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Republique Francaise relatif au developpement de la

TREATY
CTS 1994/33